

Comment une ASBL luxembourgeoise doit-elle gérer les frais professionnels de ses salariés ?

Réponse courte

Une ASBL luxembourgeoise doit mettre en place une politique de frais professionnels documentée, validée par son conseil d'administration et conforme au Code du travail. L'employeur supporte les risques liés à l'activité (art. [L.121-9](#)), ce qui fonde l'obligation de rembourser les **depenses reelles** engagées dans l'intérêt exclusif de l'association. Les remboursements doivent être justifiés par des **documents originaux** et effectués par virement bancaire traçable.

La politique de frais doit préciser les catégories de dépenses éligibles, les plafonds, les procédures de validation hiérarchique et les délais de soumission. Le principe d'**egalite de traitement** (art. [L.241-1](#)) impose un traitement identique entre salariés en situations comparables. Le **bareme kilometrique** est fixé par voie réglementaire et les justificatifs doivent être conservés pendant **10 ans** conformément aux obligations comptables.

L'absence de cadre formalisé expose l'ASBL à un risque de **requalification fiscale** des remboursements en avantages en nature soumis à cotisations. Un contrôle insuffisant des frais peut entraîner la remise en cause d'exonérations sociales. Il est donc essentiel de garantir une traçabilité complète et une justification rigoureuse de chaque dépense.

Définition

Les **frais professionnels** désignent les dépenses engagées par un salarié dans le cadre exclusif de ses missions pour l'ASBL. En application de l'art. [L.121-9](#) du Code du travail, l'**employeur supporte les risques** engendrés par l'activité de l'entreprise, ce qui fonde l'obligation de remboursement des frais réellement exposés pour les besoins du travail.

Conditions d'exercice

Les frais professionnels doivent répondre aux critères suivants.

| Critere | Detail |
|-------------------------------|--|
| Interet de l'association | Frais engages dans l'interet direct et exclusif de l'ASBL |
| Necessite et proportionnalite | Frais necessaires et proportionnes a l'exercice de l'activite |
| Justificatifs | Pieces justificatives originales obligatoires |
| Politique interne | Respect de la politique de frais validee par le conseil d'administration |
| Plafonds applicables | Conformite aux baremes reglementaires en vigueur |
| Egalite de traitement | Traitement identique entre salaries en situations comparables (art. <u>L.241-1</u>) |

Modalités pratiques

La politique de remboursement doit preciser les elements suivants.

| Element | Detail |
|-------------------------|---|
| Categories de frais | Frais eligibles et leurs plafonds respectifs |
| Validation hierarchique | Procedure de validation definie par ecrit |
| Delais | Delais maximums de soumission et de remboursement |
| Justificatifs | Formats et standards des pieces acceptees |
| Conservation | Archivage des documents pendant 10 ans |
| Mode de remboursement | Virement bancaire tracable |

Pratiques et recommandations

Formaliser une procedure ecrite validee par le conseil d'administration et implementer un systeme de validation a double niveau pour garantir la conformite de chaque remboursement.

Digitaliser le processus de gestion des frais tout en conservant les originaux des justificatifs, et former regulierement les responsables aux procedures applicables.

Auditer periodiquement la gestion des frais professionnels et documenter systematiquement toutes les decisions de remboursement pour assurer la tracabilite en cas de controle fiscal ou social. La politique de frais doit etre coherente avec le traitement des primes de fin d'annee et tenir compte des regles applicables aux implications fiscales du detachement.

Cadre juridique

| Reference | Objet |
|-------------------------------------|--|
| Art. <u>L.121-9</u> Code du travail | Risques de l'activite a la charge de l'employeur |
| Art. <u>L.241-1</u> Code du travail | Egalite de traitement |
| Loi du 7 aout 2023 | Obligations de gestion financiere des ASBL |
| Code de la securite sociale | Traitement social des remboursements de frais |

Un controle insuffisant des frais professionnels peut entrainer une requalification fiscale et la remise en cause d'exonerations sociales. La tracabilite complete et la justification rigoureuse des depenses sont essentielles. Les remboursements forfaitaires non justifies peuvent etre assimiles a du salaire soumis a cotisations.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.